

L'UNION AVEC CHARLIE

Il est assez exceptionnel que l'Union prenne ainsi position sur un sujet qui n'est pas le sien. Mais notre pays traverse une crise sans précédent, qui menace aussi bien son identité que sa liberté. La peur risque de s'aggraver, et l'incompréhension peut à tout moment céder la place à l'hostilité, voire à la répulsion. C'est, au reste, le souhait profond de ces fanatiques qui prospèrent sur nos faiblesses et se nourrissent de nos divisions. Notre émotion, légitime, ne doit pas paralyser notre raison, comme notre raison ne doit pas atténuer notre émotion. Faire porter sur la communauté musulmane le poids de la responsabilité collective du terrorisme serait une grave erreur. Mais c'est bien parmi les musulmans que se recrutent les islamistes. Le soutien des premiers pour dénoncer l'agissement des seconds, est donc nécessaire. La seule, l'unique façon de lutter avec quelque efficacité contre de tels actes, c'est de faire front, de cimenter l'ensemble des consciences, afin de rechercher l'Union nationale, sans exclusive aucune. Ces militants, indignes d'un Dieu qu'ils brandissent sur de sanglants étendards, partagent un même mépris pour les valeurs séculières et l'éthique laïque, rejettent notre modèle de civilisation, instrumentalisent la religion à des fins politiques, cherchant à reconstruire des identités et des communautés troublées par la modernité. La République, aujourd'hui, doit combattre avec la plus extrême rigueur, cet intégrisme qui cherche à imposer au besoin par la violence et le meurtre, une conception de la vie, de l'homme, du droit, et de l'État totalement étrangère à notre civilisation dans ce qu'elle a de meilleur. Dans ses Mémoires d'outre-tombe François-René de Chateaubriand écrivait : *« Jamais le meurtre ne sera à mes yeux un objet d'admiration et un argument de liberté ; je ne connais rien de plus servile, de plus méprisable, de plus lâche, de plus borné, qu'un terroriste ».*

I – UN CONTEXTE INTERNATIONAL INCERTAIN

C'est, au demeurant, dans un contexte international très incertain que s'est produit l'injustifiable attentat. L'année 2015 restera dominée par un regain des tensions, et la menace djihadiste. La fragilité du Vieux Continent, l'effondrement des cours du pétrole, et la négociation sur le climat ne feront qu'ajouter à ce panorama d'ensemble qui réclamera des politiques fortes, et les hommes pour les appliquer.

Sur le Vieux continent, justement, la croissance reste fragile – les enquêtes de confiance montre que l'activité est probablement restée mal orientée en fin d'année – mais surtout le recul des prix ne laisse rien augurer de bon. En décembre 2014 l'inflation y est tombée à - 0,2 %, après + 0,3 % en novembre de la même année. C'est la première fois que les prix reculent depuis le mois d'octobre 2009. La chute des cours du pétrole explique, à l'évidence, cette tendance préoccupante. Et déjà certains craignent le spectre d'une déflation, avec son cortège d'interrogations : les consommateurs hésitent dans l'espoir d'acheter moins cher et plus tard, les entreprises n'arrivent plus à écouler leurs stocks, cessent d'investir et licencient, ce qui pèse sur la consommation. Un cercle vicieux dont on ne sort pas aisément.

Pour autant, faut-il donc ne scruter que le verre à moitié vide, et joindre notre voix à celle des Cassandra qui s'alarment de la montée continue des eurosceptiques, du vieillissement de la population, et de l'épuisement d'un Continent, condamné à se transformer en vaste musée à ciel ouvert ? La réponse est non. L'explosion du système financier n'est pas intervenue, et l'éclatement de la zone euro n'est pas à l'ordre du jour. La baisse des cours du pétrole soutient la croissance mondiale, et la dépréciation de

l'euro profite aux exportations européennes. Le verre à moitié plein se profile avec d'autant plus de netteté si l'on veut bien se souvenir que les soubassements de la maison commune se sont fortifiés, en dépit d'élections marquées par l'abstention et l'envolée des populistes. Des hommes de consensus sont arrivés, qui devront faire montre de leur volonté pour préserver l'intégrité de l'union monétaire, conforter l'Europe de l'énergie et celle du numérique. Imaginait-on possible, il y a encore dix ans, que la Lituanie rejoigne ladite union, et la fortifie à l'est de ses frontières ? Après l'Estonie en 2011 et la Lettonie en 2014, la Lituanie est le dixième pays à nous rejoindre. C'est pour ce petit pays un gage de sécurité et de stabilité ; c'est pour l'Europe la preuve de son attractivité, malgré les doutes qui peuvent subsister, ici ou là. Au demeurant, on ne peut que se féliciter d'entendre son Premier ministre affirmer : « *Nous entendons poursuivre une politique budgétaire saine et mettre en œuvre des réformes structurelles* ». Une médication que l'Allemagne s'est imposée depuis de très nombreuses années avec les résultats que l'on sait : au mois de décembre 2014, il y avait 2,7 millions de demandeurs d'emploi, soit 6,4 % de la population active. C'est 110 000 de moins qu'un an auparavant.

II – VERRE À MOITIÉ VIDE OU VERRE À MOITIÉ PLEIN ?

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le Royaume-Uni qui s'appuie sur la flexibilité du temps de travail et des emplois impressionne par sa réussite, et les réformes engagées en Espagne en Irlande et au Portugal parviennent à faire reculer le chômage. Quant à l'Italie, elle s'est résolument engagée avec le « Job Act » dans une politique qui permettra aux entreprises de licencier plus facilement. Il y a fort à parier que les embauches en seront multipliées.

Empruntons-nous le même chemin ? Force est de constater que nous peinons à réformer, que nous ne parvenons pas à anticiper les évolutions pourtant inéluctables, qu'elles soient économiques ou sociales, que nous ne tenons pas nos engagements européens, et que nous préférons nous occuper du secteur privé – c'est l'objet de la loi Macron – plutôt que nous concentrer sur un secteur public qui pèse sur notre compétitivité. On peut bien sûr se féliciter d'une baisse de l'euro ou d'une chute du prix du pétrole qui ne manqueront pas d'avoir des effets favorables sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la situation financière des entreprises, mais enfin,

ces évolutions ne relèvent en rien de ceux qui nous gouvernent ! En revanche, ces derniers ont la pleine maîtrise d'une possible réduction de nos déficits. Il suffirait pour cela de réformer aussi bien le Code de la fonction publique que le Code du travail. Nous mesurons fort bien, à quel point ce « il suffirait » est un obstacle plus qu'une formalité dans un pays comme le nôtre, mais à ne rien faire, nous déclinons inexorablement, et le Chef de l'État lui-même peut se tromper quand il affirme : « *La France est un grand pays ; elle est la cinquième puissance économique du monde* ». En vérité elle a été reléguée à la sixième place, devancée par le dynamisme du Royaume-Uni dont la qualité du climat des affaires n'est plus à prouver. Et c'est bien la flexibilité de son marché du travail qui a rendu possible les créations nettes d'emploi. Même précaires, elles ont contribué à soutenir la demande des ménages et la consommation. Il faut bien reconnaître que le catalogue de nos faiblesses – faible croissance, déficits marqués, chômage à deux chiffres qui pèse sur la consommation, importante épargne de précaution, entreprises fragilisées, pessimisme généralisé – ne plaide pas en notre faveur.

Reconnaissons cependant que chaque bonne nouvelle doit être appréciée comme il se doit. Le déficit budgétaire s'élève finalement à 85,6 milliards d'euros. C'est beaucoup, mais c'est une légère amélioration par rapport aux dernières prévisions de la loi de finances rectificative (89 milliards). Les pessimistes souligneront que ce déficit reste bien supérieur à la prévision en loi de finances initiale qui fixait un objectif de 82,6 milliards d'euros... Toujours le verre à moitié plein ou à moitié vide. Quoi qu'il en soit, l'éclaircie entrevue à la lueur de ces premiers résultats devrait inciter nos gouvernants à persévérer dans l'effort, notamment en ce qui concerne les dépenses de l'État et de ses principaux démembrements. Il s'agit, ni plus ni moins, que de vérifier la pertinence des nombreuses missions de l'État. Recentrer ce dernier sur des objectifs clairs ne peut que soutenir une croissance qui devrait enfin retrouver des couleurs cette année. Mais rien de durable n'interviendra sans la confiance, ce fameux déclic à même de revigorer le moral des chefs d'entreprise et des ménages, et donc d'opérer un changement de comportement sur l'investissement. Il appartient à nos dirigeants de redonner un cap, du sens à l'avenir de notre pays, afin de le remettre sur les rails, de ce nouvel ordre mondial. La société française souffre, aujourd'hui, d'un excès de pouvoir et d'un déficit d'autorité. Si l'on parvient à corriger ce paradoxe les choses devraient aller beaucoup mieux.

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr